



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.198/2
du 12 avril 2022

advies 71.198/2
van 12 april 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
30 juillet 2018 relatif aux
modalités de fonctionnement
du registre UBO'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
30 juli 2018 betreffende de
werkingsmodaliteiten van
het UBO-register'

Le 16 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 avril 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 avril 2022.

*

Op 16 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 april 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 april 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. La déléguée du Ministre a confirmé que l'avis de l'Autorité de protection des données sur le projet à l'examen avait été demandé mais que celui-ci n'avait pas encore été rendu.

Afin d'éviter que le Conseil d'État donne un avis sur un texte qui n'est pas définitif, il est recommandé de ne lui soumettre un projet d'arrêté qu'à l'issue des différentes étapes de sa préparation administrative. Dès lors que tel n'a pas été le cas, la section de législation se doit d'observer que, si le texte à l'examen devait encore subir des modifications consécutivement à l'avis de l'Autorité de protection des données et indépendantes des observations formulées dans le présent avis, il y aurait lieu de lui soumettre encore les dispositions modifiées ou nouvelles conformément au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ¹.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Les tableaux de transposition entre le projet et plusieurs directives européennes, communiqués par la déléguée du Ministre, gagneraient à figurer dans le rapport au Roi ².

2. L'article 3 du projet à l'examen se fonde sur l'article 75, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'.

¹ Avis 67.849/2/V donné le 2 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67849>).

² *Ibidem*.

Dans son avis 67.013/2 donné le 12 mars 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2020 ‘portant des dispositions diverses relatives à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l’utilisation des espèces’, la section de législation a fait remarquer ce qui suit au sujet du respect du principe de légalité attaché à l’article 22 de la Constitution dans le cadre de traitement de données à caractère personnel :

« 5. À cet égard, un examen particulier nécessite aussi d’être réalisé par rapport au respect du principe de légalité pour ce qui concerne le registre central des bénéficiaires effectifs (‘le registre UBO’), dès lors que celui-ci fait l’objet de modifications importantes par la 5^{ème} directive anti-blanchiment ³.

Conformément à la 4^{ème} directive anti-blanchiment, un registre central des bénéficiaires effectifs (le ‘registre UBO’) a, en effet, été créé par l’article 73 de la loi du 18 septembre 2017.

En ce qui concerne la finalité du traitement des données à caractère personnel reprises dans ce registre, l’article 74, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017, tel que modifié par l’article 73 de l’avant-projet, indique que

‘le registre UBO a pour but de mettre à disposition des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs, visés à l’article 4, 27°, a), des sociétés constituées en Belgique, sur les bénéficiaires effectifs, visés à l’article 4, 27°, b), des fiducies ou trusts, sur les bénéficiaires effectifs, visés à l’article 4, 27°, c), des fondations et d’associations (internationales) sans but lucratif, et sur les bénéficiaires effectifs, visés à l’article 4, 27°, d), des constructions juridiques similaires aux fiducies ou aux trusts’.

Comme l’avait fait remarquer la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 24/2017 du 24 mai 2017 sur l’avant-projet devenu la loi du 18 septembre 2017, cela ‘n’implique aucune délimitation précise de la finalité. La réutilisation des informations pour d’autres finalités que la prévention du BC/FT n’est notamment pas exclue’. L’on peut toutefois noter que la finalité générale des traitements de données à caractère personnel dans le cadre de la loi du 18 septembre 2017 est précisée à l’article 64, § 2, de la loi, tel que modifié par l’article 67 de l’avant-projet, qui dispose que ‘les données à caractère personnel ne sont traitées en application de la présente loi qu’aux fins de la prévention du BC/FT et ne font pas l’objet d’un traitement ultérieur d’une manière incompatible avec lesdites finalités’.

Le responsable du traitement est également désigné au paragraphe 2 de l’article 74 de la loi du 18 septembre 2017, à savoir ‘le service de l’Administration de la Trésorerie visé à l’article 73’.

Il n’en va cependant pas de même concernant l’identification des données susceptibles de traitement⁴, des personnes qui y ont accès, du mode de collecte des données et du délai de conservation de celles-ci. L’article 75 de la loi du 18 septembre 2017 se contente en effet d’habiliter le Roi à cet égard, ce que le Roi a fait en adoptant l’arrêté royal du 30 juillet 2018 ‘relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO’.

³ Note de bas de page n° 12 de l’avis cité : Voir l’article 1^{er}, 15), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment.

⁴ Note de bas de page n° 13 de l’avis cité : L’article 74, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 vise, de manière générale, « des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs ».

Afin de mieux s'inscrire dans le respect du principe de légalité qui trouve à s'appliquer en la matière, il s'indique de compléter le dispositif de la loi du 18 septembre 2017 pour y prévoir les éléments essentiels manquants relatifs au registre UBO et rappelés ci-avant, ce qui contribuera en outre à assurer la sécurité juridique ⁵.

Il conviendra également d'insérer dans l'avant-projet les modifications relatives à ces éléments essentiels qui découlent de la transposition non seulement de la 4^{ème} directive anti-blanchiment ⁶ mais aussi de la 5^{ème} directive anti-blanchiment ⁷. À cet égard, le tableau de concordance joint au dossier soumis à la section de législation indique qu'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 est en préparation. Comme il vient cependant d'être exposé ci-avant, celui-ci devra veiller à ne pas prévoir de modifications aux éléments essentiels devant figurer dans la loi elle-même » ⁸.

Après l'avis 67.013/2 précité, l'article 75 de la loi du 18 septembre 2017 n'a pas été modifié afin de tenir compte des observations formulées par la section de législation quant au respect du principe de légalité.

Le projet à l'examen entend notamment régler certaines modalités relatives à l'échange de données avec les gestionnaires des registres mis en place par les autres États membres. Il y a lieu de rappeler à cet égard que les catégories de données traitées et de personnes ayant accès aux données traitées constituent des éléments essentiels du traitement devant être fixés dans la loi elle-même ⁹. Il résulte de ce qui précède que si les modalités pratiques d'échange de données peuvent être réglées par l'arrêté en projet, l'identification des catégories de données traitées et de personnes avec qui cet échange peut avoir lieu doit être fixée par la loi elle-même.

C'est sous cette réserve que les observations qui suivent sont formulées ¹⁰.

⁵ Note de bas de page n° 14 de l'avis cité : Dans son avis n° 24/2017 du 24 mai 2017, la Commission de la protection de la vie privée avait également recommandé « de régler de manière suffisamment claire dans l'avant-projet les éléments essentiels relatifs au registre UBO ».

⁶ Note de bas de page n° 15 de l'avis cité : Voir les échanges entre la Belgique et la Commission européenne suite à l'avis motivé n° 2017/0516 et plus particulièrement, le document intitulé « Belgium : input on questions raised by the EU COM 15/11/2019 » (pp. 1, 6 et 7).

⁷ Note de bas de page n° 16 de l'avis cité : Voir l'article 1^{er}, 15), c), d), e), f), g) et l'article 1^{er}, 16), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment.

⁸ Avis 67.013/2 donné le 12 mars 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2020 'portant des dispositions diverses relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces', observation générale n° 5 (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1324/001, pp. 256 à 284, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67013>).

⁹ En effet, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des éléments essentiels, les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées et 5°) le délai maximal de conservation des données (avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936> ; dans le même sens, C.C., n° 33/2022, 10 mars 2022, B.13.1).

¹⁰ Voir dans le même sens l'avis 67.849/2/V donné le 2 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67849>).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'article 2 du projet trouve son fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution dont dispose le Roi en vertu de l'article 108 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 75, alinéa 2, de la loi du 18 septembre 2017 ¹¹.

En conséquence, à l'alinéa 2 du préambule, l'alinéa 2 de l'article 75 de la loi du 18 septembre 2017 sera également visé.

On mentionnera par ailleurs les modifications encore en vigueur apportées à l'article 75 de la loi du 18 septembre 2017.

2. Il convient de compléter les alinéas 5 et 6 par la date à laquelle l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord de la Secrétaire d'État au (et non « du Ministre du ») Budget ont été donnés.

DISPOSITIF

Article 3

Au sujet de la phrase en projet au 1°, interrogée quant à la portée des mots « par équivalence », la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Het artikel 31, § 9, alinea 4, tweede zin stelt : 'De lidstaten werken met de Commissie samen met het oog op het verwezenlijken van de verschillende soorten toegang overeenkomstig de leden 4 en 4bis'.

Deze leden 4 en 4bis voorzien de verschillende soorten toegang die mogelijk zijn alsook de modaliteiten. Het betreft het onderscheid in toegang tussen toezichtautoriteiten, onderworpen entiteiten en het grote publiek alsook de mogelijkheid om een vergoeding te vragen.

De woorden 'naar equivalent/par équivalence' verwijzen naar dit onderscheid en beogen dus de samenwerking in functie van de reële toegangsmodaliteiten.

Deze woorden kunnen desgevallend vervangen worden door zoals in de richtlijn te bepalen 'om de verschillende soorten toegang overeenkomstig artikelen 6 en 7' (dit zijn de artikelen 6 en 7 in het KB UBO van 30 juli 2018). En aldus de bewoording van de richtlijn identiek over te nemen ».

¹¹ L'article 2 du projet vise en effet à abroger l'article 14 de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 'relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO', qui est en contradiction avec l'article 75, alinéa 2, de la loi du 18 septembre 2017, tel qu'il a été modifié par la loi du 2 juin 2021. Le pouvoir général d'exécution dont dispose le Roi en vertu de l'article 108 de la Constitution inclut notamment le pouvoir d'abroger formellement les dispositions réglementaires pour lesquelles il n'existe plus de fondement légal : en ce sens, voir notamment l'avis 61.523/1 donné le 13 juin 2017 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 juillet 2017 'modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 janvier 2013 portant exécution du décret relatif à la structure des certifications du 30 avril 2009 en matière de reconnaissance de qualifications professionnelles et en matière de reconnaissance des qualifications d'enseignement pour l'enseignement secondaire après secondaire et l'enseignement supérieur professionnel, en ce qui concerne l'introduction d'une procédure pour adapter ou supprimer des qualifications professionnelles' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61523>).

Le 1° sera par conséquent modifié en ce sens afin d'assurer une correcte transposition de l'article 31, paragraphe 9, alinéa 4, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 'relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission', ainsi que des directives 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 'sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II)' et 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE'.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat de Gegevensbeschermingsautoriteit over voorliggend ontwerp om advies gevraagd was maar dat het advies in kwestie nog niet uitgebracht was.

Om te vermijden dat de Raad van State advies moet verlenen over een tekst die niet definitief is, verdient het aanbeveling een ontwerpbesluit pas om advies aan de Raad voor te leggen wanneer alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding doorlopen zijn. Aangezien dat *in casu* niet gebeurd is, dient de afdeling Wetgeving erop te wijzen dat, indien de voorgelegde tekst naar aanleiding van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nog wijzigingen zou ondergaan die los zouden staan van de opmerkingen die in dit advies gemaakt worden, de gewijzigde of nieuwe bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, alsnog aan haar voorgelegd zouden moeten worden.¹

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De tabellen met de overeenstemming tussen het ontwerp en verscheidene Europese richtlijnen die door de gemachtigde van de minister overgezonden zijn, zouden opgenomen moeten worden in het verslag aan de Koning.²

2. Artikel 3 van voorliggend ontwerp steunt op artikel 75, eerste lid, van de wet van 18 september 2017 ‘tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’.

¹ Advies 67.849/2/V van 2 september 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 23 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67849>).

² *Ibidem*.

In advies 67.013/2 d.d. 12 maart 2020 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 20 juli 2020 ‘houdende diverse bepalingen tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’ heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt met betrekking tot de inachtneming van het legaliteitsbeginsel vervat in artikel 22 van de Grondwet in het kader van de verwerking van persoonsgegevens:

“5. In dat opzicht dient ook de inachtneming van het legaliteitsbeginsel nader onderzocht te worden wat betreft het centraal register van uiteindelijke begunstigten (‘het UBO-register’), aangezien de vijfde antiwitwasrichtlijn in belangrijke wijzigingen voorziet met betrekking tot dat register.³

Overeenkomstig de vierde antiwitwasrichtlijn is immers een centraal register van uiteindelijke begunstigten (het ‘UBO-register’) opgericht bij artikel 73 van de wet van 18 september 2017.

Over het doeleinde van de verwerking van de persoonsgegevens opgenomen in dat register staat in artikel 74, § 1, van de wet van 18 september 2017, zoals gewijzigd bij artikel 73 van het voorontwerp, het volgende:

‘Het UBO-register heeft tot doel toereikende, accurate en actuele informatie ter beschikking te stellen over de uiteindelijke begunstigten bedoeld in artikel 4, 27°, a), van in België opgerichte vennootschappen, over de uiteindelijke begunstigten bedoeld in artikel 4, 27°, b), van fiducieën of trusts, over de uiteindelijke begunstigten bedoeld in artikel 4, 27°, c), van stichtingen en (internationale) verenigingen zonder winstoogmerk en over de uiteindelijke begunstigten bedoeld in artikel 4, 27°, d), van juridische constructies die vergelijkbaar zijn met fiducieën of trusts.’

Zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgemerkt had in haar advies 24/2017 van 24 mei 2017 over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 september 2017, ‘[houdt dat] geen precieze finaliteitsafbakening [in]. Onder meer is hergebruik van de informatie voor andere doeleinden dan de preventie van WG/FT niet uitgesloten.’ Er kan evenwel opgemerkt worden dat de algemene doelstelling van de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de wet van 18 september 2017 verduidelijkt wordt in artikel 64, § 2, van de wet, zoals gewijzigd bij artikel 67 van het voorontwerp, dat als volgt luidt: ‘Persoonsgegevens worden op basis van deze wet alleen verwerkt met het oog op het voorkomen van WG/FT en worden niet verder verwerkt op een manier die niet verenigbaar is met deze doelstellingen.’

In paragraaf 2 van artikel 74 van de wet van 18 september 2017 wordt tevens de verwerkingsverantwoordelijke aangewezen, namelijk ‘[d]e in artikel 73 bedoelde dienst van de Administratie van de Thesaurie’.

Dat geldt echter niet wanneer het erom gaat aan te geven welke gegevens verwerkt kunnen worden,⁴ welke personen er toegang toe hebben, hoe de gegevens worden verzameld en hoe lang ze worden bewaard. Artikel 75 van de wet van 18 september 2017 volstaat er namelijk mee in dat verband een machtiging aan de Koning te verlenen, waarvan de Koning gebruikgemaakt heeft door het koninklijk besluit van 30 juli 2018 ‘betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, uit te vaardigen.

³ Voetnoot 12 van het geciteerde advies: Zie artikel 1, 15), van de vijfde antiwitwasrichtlijn.

⁴ Voetnoot 13 van het geciteerde advies: Artikel 74, § 1, van de wet van 18 september 2017 heeft het in het algemeen over “toereikende, accurate en actuele informatie (...) over de uiteindelijke begunstigten.”

Om het legaliteitsbeginsel dat ter zake geldt, beter na te leven, verdient het aanbeveling het dispositief van de wet van 18 september 2017 aan te vullen met de nog ontbrekende essentiële elementen betreffende het UBO-register die hierboven zijn vermeld. Dat zal bovendien de rechtszekerheid ten goede komen.⁵

Ook moeten in het voorontwerp de wijzigingen betreffende die essentiële elementen worden ingevoegd die voortvloeien uit de omzetting van niet alleen de vierde⁶ maar ook de vijfde antiwitwasrichtlijn.⁷ In dat verband vermeldt de concordantietabel die in het dossier zit dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, dat momenteel een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 wordt voorbereid. Zoals hierboven is uiteengezet, moet er echter op worden toegezien dat dat ontwerp geen wijzigingen van de essentiële elementen bevat, die in de wet zelf moeten staan.”⁸

Na voornoemd advies 67.013/2 is artikel 75 van de wet van 18 september 2017 evenwel niet gewijzigd teneinde rekening te houden met de opmerkingen die de afdeling Wetgeving daarin over de inachtneming van het legaliteitsbeginsel gemaakt heeft.

Voorliggend ontwerp strekt er inzonderheid toe te voorzien in een aantal nadere regels met betrekking tot de uitwisseling van gegevens met de beheerders van de registers ingevoerd door de andere lidstaten. In dat verband dient eraan herinnerd te worden dat de categorieën van verwerkte gegevens en van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens essentiële elementen van de verwerking uitmaken die in de wet zelf vastgelegd moeten worden.⁹ Uit het voorgaande volgt dat de praktische regels met betrekking tot de uitwisseling van gegevens weliswaar in het ontworpen besluit voorgeschreven kunnen worden, maar dat in de wet zelf vastgelegd moet worden welke categorieën van gegevens verwerkt worden en met welke categorieën van personen die gegevens uitgewisseld mogen worden.

⁵ Voetnoot 14 van het geciteerde advies: De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer had in haar advies 24/2017 van 24 mei 2017 ook aanbevolen “om de essentiële elementen betreffende het UBO-register (...) afdoende duidelijk te regelen in het voorontwerp”.

⁶ Voetnoot 15 van het geciteerde advies: Zie de mededelingen uitgewisseld tussen België en de Europese Commissie ingevolge het gemotiveerd advies 201/0516, en meer bepaald het document “Belgium: input on questions raised by the EU COM 15/11/2019” (pp. 1, 6 en 7).

⁷ Voetnoot 16 van het geciteerde advies: Zie artikel 1, 15), c), d), e), f), g), en artikel 1, 16), van de vijfde antiwitwasrichtlijn.

⁸ Advies 67.013/2, op 12 maart 2020 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 20 juli 2020 ‘houdende diverse bepalingen tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’, algemene opmerking 5 (*Parl. St. Kamer* 2019-20, nr. 55-1324/001, 256-284, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67013>).

⁹ Ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, maken de volgende elementen immers in beginsel essentiële elementen uit: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens. Zie advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’ (*Parl. St. Kamer* 2020-21, nr. 55-1951/001, 119, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68936>); zie in dezelfde zin GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1.

Onder dit voorbehoud worden de volgende opmerkingen gemaakt.¹⁰

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Artikel 2 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan de algemene uitvoeringsbevoegdheid waarover de Koning beschikt op grond van artikel 108 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 75, tweede lid, van de wet van 18 september 2017.¹¹

In het tweede lid van de aanhef moet bijgevolg eveneens melding gemaakt worden van het tweede lid van artikel 75 van de wet van 18 september 2017.

Daarenboven moet melding gemaakt worden van de nog geldende wijzigingen die in artikel 75 van de wet van 18 september 2017 aangebracht zijn.

2. Het vijfde en het zesde lid dienen aangevuld te worden met de datum van het advies van de inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor (en niet “van de Minister van”) Begroting.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Gevraagd naar de strekking van de woorden “naar equivalent” in de ontworpen zin in de bepaling onder 1°, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het artikel 31, § 9, alinea 4, tweede zin stelt: ‘De lidstaten werken met de Commissie samen met het oog op het verwezenlijken van de verschillende soorten toegang overeenkomstig de leden 4 en 4bis.’

Deze leden 4 en 4bis voorzien de verschillende soorten toegang die mogelijk zijn alsook de modaliteiten. Het betreft het onderscheid in toegang tussen toezichtautoriteiten, onderworpen entiteiten en het grote publiek alsook de mogelijkheid om een vergoeding te vragen.

¹⁰ Zie in dezelfde zin advies 67.849/2/V van 2 september 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67849>).

¹¹ Artikel 2 van het ontwerp strekt immers tot opheffing van artikel 14 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 ‘betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, dat strijdig is met artikel 75, tweede lid, van de wet van 18 september 2017, zoals gewijzigd bij de wet van 2 juni 2021. De algemene uitvoeringsbevoegdheid waarover de Koning op grond van artikel 108 van de Grondwet beschikt, houdt onder meer de bevoegdheid in om verordenende bepalingen waarvoor geen rechtsgrond meer bestaat formeel op te heffen: zie in die zin inzonderheid advies 61.523/1 van 13 juni 2017 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Vlaamse Regering van 7 juli 2017 ‘tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 11 januari 2013 houdende de uitvoering van het decreet betreffende de kwalificatiestructuur van 30 april 2009 inzake de erkenning van beroepskwalificaties en inzake de erkenning van onderwijskwalificaties voor het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs, wat betreft de invoering van een procedure om beroepskwalificaties aan te passen of te schrappen’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61523>).

De woorden 'naar equivalent/par équivalence' verwijzen naar dit onderscheid en beogen dus de samenwerking in functie van de reële toegangsmodaliteiten.

Deze woorden kunnen desgevallend vervangen worden door zoals in de richtlijn te bepalen 'om de verschillende soorten toegang overeenkomstig artikelen 6 en 7' (dit zijn de artikelen 6 en 7 in het KB UBO van 30 juli 2018). En aldus de bewoording van de richtlijn identiek over te nemen."

De bepaling onder 1° moet bijgevolg in die zin gewijzigd worden met het oog op een correcte omzetting van artikel 31, lid 9, vierde alinea, van richtlijn (EU) 2015/849 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2015 'inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijn 2006/70/EG van de Commissie', van richtlijn 2009/138/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 'betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf (Solvabiliteit II)' en van richtlijn 2013/36/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 'betreffende toegang tot het bedrijf van kredietinstellingen en het prudentieel toezicht op kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, tot wijziging van Richtlijn 2002/87/EG en tot intrekking van de Richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG'.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT